

MAITRE D'OUVRAGE



MISE EN CONFORMITE « Accessibilités » De 34 établissements recevant du public du patrimoine régional

LYCEE DUHAMEL DU MONCEAU PITHIVIERS - 45300

PHASE PRO

OCTOBRE 2025

LOT 05 : CLOISONS PLATRERIE

Architecte - Mandataire

SKARBEK ARCHITECTE - Mr Antoine SKARBEK
5 rue du Colombier - 45000 ORLEANS
Tél: 02 38 81 15 83 - Mail: contact@skarbek-architectes.com



Architecte - Co-traitant

UN ARCHITECTE - Mr Nicolas SALAÜN
8 place Jean Monnet - 45000 ORLEANS
Tél: 09 71 48 90 06 - Mail: contact@un-architecte.com



Expert Accessibilité / Signalétique / GED

ATIPY - Mr Pierre-Yves BOURGHELLE
Tél: 06 73 64 94 51 - Mail: pybourghelle@atipy.fr
& Mr Sébastien MONTALAN
Tél: 06 26 56 01 67 - Mail: smontalan@atipy.fr



Economiste

CHEDEAU - Mr Denis CHEDEAU
117 rue Saint Marceau - 45100 ORLEANS
Tél: 02 38 88 27 99 - Mail: denis.chedeau@orange.fr



Bureau d'Etudes Structures

SL STRUCTURES - Mr Saidou LI
1 place Rivière-Casals - 45400 FLEURY LES AUBRAIS
Tél: 06 51 72 62 64 - Mail: contact@slstructures.fr



Bureau d'Etudes Electricité

ECR - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@ecr-eci.fr



Bureau d'Etudes CVC

ECI - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@ecr-eci.fr



Bureau d'Etudes VRD

INCA - Mr BONGIBAUT
9 rue du Clos des Venelles - Parc Activités Orléans Charbonnière
45800 SAINT JEAN DE BRAYE
Tél: 02 38 88 37 10 - Mail: secretariat@inca-ing.fr



Paysagiste

STRIBLEN - Mr Olivier STRIBLEN
26 Avenue De Saint Mesmin - 45000 Orléans
Tél: 02 38 80 24 76 - Mail: contact.atelier@olivier-triblen.fr



Bureau d'Etudes SSI

PREVENTI - Mr Karim ADROUCHE
33 Boulevard Rocheplatte - 45000 Orléans
Tél: 02 38 22 02 01 - Mail: preventi@yahoo.fr

GENERALITES	3
1.1 Objet du présent lot	3
1.2 Accessibilité aux personnes handicapées	3
Généralités	3
1.3 Réglementation acoustique	3
1.4 Réglementation thermique	3
1.5 Code de la construction	4
Partie législative	4
1.6 Code du travail	4
1.7 Hygiène, sécurité et conditions de travail	4
Coordination sécurité	4
1.8 Déroulement des travaux	5
1.9 Objet du C. C. T. P.	5
1.10 Examen des documents	5
1.11 D. O. E. (Dossier d'Ouvrages Exécutés)	6
1.12 Qualifications Professionnelles	6
1.13 Etablissement du projet d'exécution	6
1.14 Marques commerciales	6
1.15 Documents et normes	7
Généralités	7
Réglementation incendie	7
1.16 Exigence et qualités des matériaux	8
Exigences	8
DESCRIPTION DES OUVRAGES	9
1 – TRAVAUX DE DEPOSE	9
2 – CLOISONS INTERIEURES 70 mm	10
3 – RACCORDS / REPRISE DE PLATRE	10
4 – POINTS PARTICULIERS	10
a) Raccords entre cloisons et façades	10
b) Passage des canalisations	11
c) Fixation d'équipements suspendus	11
d) Dispositions en pied de cloisons et doublages sur locaux humides	11
e) Renforcement dans les angles par bandes	11
f) Pose des huisseries de blocs-portes	11
5 – DIVERS	12
6 – RENFORTS	12
7 – TRAVAUX DE FIN DE LOT	12

Les produits utilisés dans la construction devront posséder une Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES), établie suivant la norme NF P 01-010. Dans le cas contraire, tous renseignements nécessaires seront apportés à la maîtrise d'œuvre sous forme de fiche de donnée du constructeur. Les entreprises devront fournir des fiches d'entretien pour tous les produits proposés.

GENERALITES

1.1 Objet du présent lot

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C. C. T. P.) concerne les travaux du lot n° **05 Cloisons Plâtrerie**, relatifs à la mise en conformité – Accessibilités d'établissements recevant du public du Patrimoine Régional.

1.2 Accessibilité aux personnes handicapées

Généralités

L'ensemble des prestations du présent lot devra être conforme aux textes régissant l'accessibilité aux personnes handicapées notamment :

- Circulaire interministérielle n°**DGUHC 2007-53** du **30 novembre 2007** relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation (voir annexes de **1 à 5**)

1.3 Réglementation acoustique

Suivant la **Nouvelle Réglementation Acoustique**.

Textes réglementaires en vigueur :

- l'arrêté du **30 mai 1996**, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.
- Arrêté du **30 juin 1999** relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation
- le décret n° 2006-1099 du **31 août 2006** relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

1.4 Réglementation thermique

Documents officiels RT 2012

- Décret du **24 mai 2006** relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions (J.O du 25 mai 2006)
- Arrêté du **24 mai 2006** relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments (J.O du 25 mai 2006)
- Arrêté du **27 juillet 2006** relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique » (J.O du 15 août 2006)
- Arrêté du **3 mai 2007** relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique » (rectificatif paru au JO du 8 septembre 2007, initialement paru au JO du 15 mai 2007)

- Arrêté du **21 septembre 2007** relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments neufs en France métropolitaine (J.O du 28 décembre 2007)
- Arrêté du **4 mai 2009** relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs et parties nouvelles de bâtiments et pour les rénovations de certains bâtiments existants en France métropolitaine.

1.5 Code de la construction

- Code de la construction et de l'habitation, version consolidée au **Juillet 2011**.

Partie législative

- Livre Ier : Dispositions générales.
- Titre préliminaire : Informations du Parlement en matière de logement (**Article L101-1**)
- Titre Ier : Construction des bâtiments.
- Chapitre Ier : Règles générales.
- Section 1 : Dispositions applicables à tous bâtiments. (**Articles L111-1 à L111-3**)
- Section 2 : Dispositions générales applicables aux bâtiments d'habitation.
- Sous-section 1 : Règles générales de construction. (**Articles L111-4 à L111-6**)
- Sous-section 2 : Règles générales de division. (**Articles L111-6-1 à L111-6-2**)
- Section 3 : Personnes handicapées ou à mobilité réduite. (**Articles L111-7 à L111-8-4**)
- Section 4 : Caractéristiques thermiques et performance énergétique. (**Articles L111-9 à L111-10-1**)
- Section 5 : Caractéristiques acoustiques. (**Articles L111-11 à L111-11-2**)

1.6 Code du travail

Les entreprises devront se conformer aux indications du plan général de coordination établi par le coordinateur des mesures d'hygiène et de sécurité désigné par le Maître d'ouvrage, ainsi qu'aux exigences des différents services concernés.

Le présent projet est soumis aux décrets et lois concernant l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.

En conséquence, les entreprises devront fournir avant le début des travaux, un P.P.S.P.S (Plan *Particulier et de Protection de la Santé*) dans les conditions réglementaires fixées par la loi.

Chaque entreprise, est tenue de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou d'autres.

Spécialement elle doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'elle utilise sur le chantier :

- échafaudages
- garde corps
- filets
- engins de levage
- installations électriques

Etc....

1.7 Hygiène, sécurité et conditions de travail

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformément au code du travail, livre 2, titre 2, décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et complété.

Coordination sécurité

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- ↪ respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 230-2, L. 235-1, L. 235-18
- ↪ rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 235-7, R. 238-26 à R. 238-36
- ↪ participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 235-11 à L. 235-14, R. 238-46 à R. 238-56
- ↪ respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 235-1, L. 235-18, livre II et décrets non codifiés
- ↪ respecter les obligations issues du livre II du code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965, etc.)
- ↪ viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, article R. 238-19.

1.8 Déroulement des travaux

L'entrepreneur doit apporter dans la réalisation des travaux, la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit par le calendrier contractuel d'exécution des travaux.

Il est tenu :

- ↪ d'une part de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- ↪ d'autre part, d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engin et moyen de toute sorte, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit, ainsi que le maintien, ou le rétablissement de tous les raccordements et alimentations.

Au cas où un retard serait constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage peut sur proposition du Maître d'Œuvre mettre en demeure l'entrepreneur :

- ↪ d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier
- ↪ d'augmenter le nombre ou la puissance des matériels employés.

1.9 Objet du C. C. T. P.

Le présent C.C.T.P. a pour objet la définition des travaux de chaque lot nécessaire à la réalisation des ouvrages tels qu'ils sont prévus aux plans joints.

Il forme un tout ayant pour but de faire connaître l'importance des ouvrages et fournitures, les conditions de mise en œuvre et le mode de bâtir compte tenu des plans généraux et de détails fournis par le Maître d'Œuvre.

En raison du caractère forfaitaire du marché, il est précisé que les propositions souscrites pour chaque lot tiendront compte de tous les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels qu'ils sont prévus aux plans et aux diverses pièces du dossier, étant entendu que l'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble de ces pièces ainsi que des plans et descriptifs des corps d'états autres que le sien et assurer le complet achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'art et de la bonne construction et des objectifs attendus en matière de performance énergétique.

1.10 Examen des documents

Le présent C.C.T.P. définit aussi exactement que possible la nature et la position des ouvrages à réaliser.

Le C.C.T.P. et les plans forment un tout, se complètent et ne peuvent être considérés indépendamment les uns des autres.

L'entrepreneur devra examiner et vérifier avec soin tous les documents écrits et dessinés constituant le dossier pour chiffrer une proposition globale et forfaitaire.

Les spécifications des différents C. C. T. P. par corps d'état, peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles – ci sont des prescriptions minimales au dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions communes du présent document et les prescriptions techniques particulières des différents lots donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre aux entrepreneurs d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Chaque Entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières et les plans.

De même, les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrées du marché et ne figurant pas dans les plans sont dû par l'Entrepreneur et compris dans le prix forfaitaire et ipso facto, il ne pourra prétendre à une modification des ses prix unitaires ou à l'addition de prix nouveaux, sauf modifications intrinsèque, ou extrinsèque de la nature des ouvrages.

Sauf spécification contraires définies dans les localisations des C. C. T. P., les prestations énumérées s'appliquent à tout local ou ouvrage ayant la même destination.

Elles sont de ce fait incluses, sans réserve ni limite dans le prix global et forfaitaire convenu. L'Entrepreneur doit signaler dans son offre toutes précisions complémentaires à apporter au présent document et au dossier D. C. E.

En conséquence, l'Entreprise ne pourra jamais arguer des erreurs ou omissions aux plans et pièces écrites pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou pour demander une indemnité.

Avant tout commencement d'exécution, l'Entreprise s'assurera de l'exactitude des plans et des coupes du dossier, de la bonne conformité des documents entre eux et fera part de ses observations au Maître d'œuvre.

1.11 D. O. E. (Dossier d'Ouvrages Exécutés)

Lors de la réception des travaux, les entrepreneurs remettront au Maître d'Œuvre chargé de les collecter, leurs Dossiers d'Ouvrages Exécutés, vérifiés et certifiés, comportant outre les schémas et plans cotés, les documents et fiches techniques des matériaux et matériels réellement installés.

Ces documents seront fournis en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire sur clef USB.

Ces documents sont également nécessaires à l'établissement du DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures de l'Ouvrage).

1.12 Qualifications Professionnelles

Les travaux dont la description est donnée dans le présent C. C. T. P. sont obligatoirement réalisés par une Entreprise spécialisée ayant la qualification définie par l'Organisme Professionnel de Qualification et de Certification du Bâtiment.

1.13 Etablissement du projet d'exécution

L'Entrepreneur prendra possession du terrain et des bâtiments existant dans l'état où ils se trouvent. L'Entrepreneur est réputé s'être rendu sur place afin de connaître les lieux et avoir une parfaite connaissance du bâtiment et du site environnant.

1.14 Marques commerciales

Dans le présent document, certaines prestations sont définies à l'aide d'une marque commerciale:

- Si la marque n'est pas suivie de la mention "ou équivalent", l'entrepreneur doit obligatoirement répondre avec la marque imposée.

Il peut néanmoins proposer une autre marque, que sa compétence professionnelle lui suggère, mais dans ce cas, cette proposition doit figurer en variante à sa proposition de base.

Si la marque est suivie de la mention "ou équivalent", l'entrepreneur peut proposer une autre marque, qu'il doit faire figurer clairement dans sa proposition.

1.15 Documents et normes

Généralités

Les travaux du présent lot seront exécutés conformément au cahier des prescriptions techniques générales, applicables aux travaux de plâtrerie par le C.S.T.B.

DTU 25.1

Enduits intérieurs en plâtre

Cahier des charges (mai 1993) Norme homologuée NF P 71-201-1

Cahier des clauses spéciales (mai 1993) Norme homologuée NF P 71-201-2

DTU 25.221

Plafonds constitués par un enduit en plâtre

Cahier des charges (mai 1993) Norme homologuée NF P 71-202

DTU 25.222

Plafonds fixés - Plaques de plâtre à enduire - Plaques de plâtre à parement lisse

Cahier des charges (mai 1993) Norme homologuée NF P 72-201

DTU 25.231

Plafonds suspendus en éléments de terre cuite. Norme homologuée NF P 68-202

Cahier des charges (mai 1993)

Amendement A1 (novembre 1998)

DTU 25.232

Plafonds suspendus - Plaques de plâtre à enduire - Plaques de plâtre à parement lisse directement suspendues

Cahier des charges (mai 1993) Norme homologuée NF P 68-201

DTU 25.31

Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre - Exécution des cloisons et carreaux de plâtre.

Cahier des clauses techniques (avril 1994) Norme homologuée NF P 72-202-1

Cahier des clauses spéciales (avril 1994) Norme homologuée NF P 72-202-2

Mémento (juillet 1994). Fascicule de documentation P 72-202-3

DTU 25.41

Ouvrages en plaques de parement en plâtre (plaques à faces cartonnées)

Cahier des charges (mai 1993)

Cahier des clauses spéciales (mai 1993) Norme homologuée NF P 72-203 7

DTU 25.42

Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre-isolant. Norme homologuée NF P 72-204

Préambule (décembre 1989)

Cahier des clauses techniques (mai 1993)

Cahier des clauses spéciales (mai 1993)

Mémento (décembre 1989)

DTU 25.51

Mise en œuvre des plafonds en staff. Norme homologuée NF P 73-201

Cahier des clauses techniques (septembre 1994)

Cahier des clauses spéciales (septembre 1993)

Réglementation incendie

Arrêtés du 23.03.65 modifiés les 04.03.69, 15.11.71, 31.10.73, 19.01.76 et 25.06.80 Arrêté du 06.01.83

Les normes relatives aux chapitres suivants :

- * Réaction au feu
- * Plaques de plâtre cartonnées
- * Tôles d'acier
- * Utilisation du bois dans la construction.

Divers :

- * Directives communes pour l'agrément des cloisons légères (UTEAC - Union Européenne pour l'Agrément Technique dans la Construction), cahier du C.S.T.B. n° 144.
- * Certificats CERF (Centre de Recherche pour les fenêtres, façades, huisseries et cloisons) - cloisons constatant : l'amovibilité ou la démontabilité.
- * L'affaiblissement acoustique, la stabilité mécanique au choc.
- * Avis techniques.
- * Recommandations des fournisseurs.

1.16 Exigence et qualités des matériaux

Exigences

Les produits seront conformes aux exigences suivantes :

- * Aux règlements acoustiques,
- * Aux règlements de sécurité,
- * Aux directives de résistance mécanique, d'étanchéité, de sécurité, indiquées dans les D.T.U., cahiers du C.S.T.B. n°144,
- * Aux caractéristiques exigées pour l'obtention du certificat CERF.
- * Cahier du CSTB 3265 d'Octobre 2000

DESCRIPTION DES OUVRAGES

Rappel : Les entreprises devront respecter obligatoirement

Arrêtés et attendus des AT

Rapport initial de solidité des ouvrages du bureau de contrôle

Rapport initial de sécurité incendie du bureau de contrôle

Rapport initial d'accessibilité handicapés du bureau de contrôle

Rapport initial des installations électriques du bureau de contrôle

PGC ainsi que toutes les pièces du marché

De plus tous les produits de construction intérieur bénéficieront d'une étiquette de qualité de l'air niveau A+ ou A.

- **les écolabels** vérifiant des faibles émissivités en Composés Organiques Volatils (dont le formaldéhyde) pour les peintures et vernis

- **les certifications ACERMI et EUCB pour tous les isolants.**

- autres démarches : comme la possible valorisation en fin de vie (matériaux recyclables ou recyclés), des traitements favorisant la qualité de l'air intérieur (antifongique et antistatique), des matériaux ayant une bonne durabilité, ...

RAPPEL : Tous les isolants bénéficieront de la certification ACERMI et EUCB.

NOTE IMPORTANTE

Les précautions minimums de mise en œuvre seront prises dans l'exécution des ouvrages du présent corps d'état pour respecter une perméabilité du bâtiment à : 0.60 m³/h/m² à 4 Pa. Les précautions minimum à mettre en œuvre sont définies dans l'annexe jointe au présent CCTP.

Enlèvement des emballages et déchets de chantier du présent lot aux frais et à la charge de l'entreprise du présent lot compris mise en place, pendant toute la période de l'intervention du présent corps d'état, de bennes à gravats compris montage, descente, manutention et chargement des déchets et emballages.

Approvisionnement des matériaux et matériels dans les niveaux du projet compris manutention, engin de levage ou agrès aux frais et à la charge de l'entreprise du présent lot. Montage ou descente des matériaux et matériels dans les niveaux du projet suivant les prescriptions du code du travail

1 – TRAVAUX DE DEPOSE

L'entreprise devra :

La dépose des cloisons entre état futur / état existant à déposer compris, plaques de plâtre, montants, rails, isolant et tous accessoires, portes et huisseries, plinthes, etc compris évacuation en décharge publique.

Les lots techniques feront leurs propres déposes.

Localisation :

Pour le sanitaire R07 bâtiment E

Pour le sanitaire du R+2 bâtiment D selon plan

2 – CLOISONS INTERIEURES 70 mm

Ces cloisons seront constituées de la façon suivante :

Ossature métallique constituée de :

Rails haut et bas de 48 mm en acier galvanisé, épaisseur nominale 6/10^{ème}. Fixation par vis.

Montants de 48/50 en acier galvanisé disposés aux entraxes de 0.40 m ou 0.60 m suivant hauteur :

Montant simple entraxe 0.40 m, ht maxi : 3.00 m

Montant simple entraxe 0.60 m, ht maxi : 2.70 m

Montant double entraxe 0.60 m, ht maxi : 3.20 m

Les montants doubles seront solidarisés entre eux tous les 0.40 m avec des vis T.R.P.F.

Chaque parement sera constitué d'une plaque de plâtre 13 mm d'épaisseur. Les 2 plaques formant la cloison auront une réaction au feu minimale : Isolation par laine de verre 45 mm.

Les vis de fixation seront à tête fraisée et espacées entre elles de 0.30 m maximum.

Les plaques seront à bords amincis permettant la dissimulation des joints. La finition sera prévue avec bande de pontage et enduit de lissage (3 passes d'enduit sur bande).

Les huisseries seront solidarisées à l'ossature par 4 points de fixation dont une obligatoirement en pied.

Les renforts et éléments particuliers seront détaillés aux articles – Points particuliers – ci-dessous.

Pour les pièces humides, **fourniture de plaque type placomarine** ou équivalent.

Localisation :

Les cloisons de distribution cotées 7 cm sur les plans

selon plan pour nouvel agencement

Pour le sanitaire R07 bâtiment E

Pour le sanitaire du R+2 bâtiment D selon plan

3 – RACCORDS / REPRISE DE PLATRE

Plaque collée au mortier adhésif Placoplatre (MAP) ou équivalent. Les joints seront traités suivant la technique et avec les produits du fabricant (bande + enduit). La mise en œuvre sera conforme au DTU n°25.41 et aux recommandations du fabricant. Compris toutes sujétions de mise en œuvre selon les prescriptions du fabricant, les règles de l'art et les normes en vigueur. Plaques de plâtre hydrofuge dans les pièces humides.

Localisation : selon plans

Sur les tous les endroits suite à dépose de cloison et/ou percements de murs et aux endroits touchés par les travaux

Sur murs suite à dépose et/ou remplacement des menuiseries intérieures

4 – POINTS PARTICULIERS

a) Raccords entre cloisons et façades

L'entrepreneur du présent lot devra prévoir toutes les sujétions de fixations et de calfeutrements des cloisons sur ces pièces de raccordement. Tasseaux bois et incorporation d'un feutre noir compris toutes fixations.

Ces sujétions devront prendre en compte :

La stabilité des cloisons,

L'affaiblissement acoustique exigé entre locaux

b) Passage des canalisations

Suivant exigences des lots techniques, les montants constituant l'ossature devront comporter des lumières destinées au passage des conduits d'électricité, de plomberie, de fluides spéciaux ou de chauffage.

Des fourreaux isolants seront prévus pour éviter le contact avec les ossatures et plaques.

c) Fixation d'équipements suspendus

Des supports spéciaux devront être intégrés aux cloisons quelque soit le type d'ossatures utilisées.
Des renforts devront être prévus afin de permettre le libre positionnement et le maintien de ses équipements, entre autres :

Des lavabos sur consoles ou sur colonne

Et tous éléments suspendus mis en place par les lots techniques,

Les supports pour équipements d'handicapés,

d) Dispositions en pied de cloisons et doublages sur locaux humides

Ces dispositions dépendront de la nature du revêtement de sol et du degré d'exposition à l'eau défini de la façon suivante :

- EA : faible hygrométrie (nettoyage, entretien).
- EB : hygrométrie moyenne.
- EB⁺ : forte hygrométrie.

Locaux carrelés :

Pour les locaux situés en zone EA et EB sur sol fini : joint mastic à prévoir sous plaque de plâtre.

Pour les locaux situés en zone EB⁺, le pied de cloison sera protégé par une bande d'étanchéité et une sous-couche de protection à la pénétration de l'eau remontée sur toute la hauteur carrelée.

e) Renforcement dans les angles par bandes

Angles rentrants : l'enduit sera appliqué sur chaque côté de l'angle comme pour les joints plats.
Un serrage et un recouvrement de la bande seront effectués de chaque côté de l'angle.

Angles saillants : les angles saillants seront protégés par des bandes armées

L'enduit sera appliqué sur chaque côté de l'angle, les bandes seront appliquées serrées puis recouvertes également d'enduit.

f) Pose des huisseries de blocs-portes

Chaque montant d'huisseries sera solidarisé à l'ossature par 4 points de fixation dont un obligatoirement situé en pied.

Les huisseries prévues métalliques ou bois devront être d'un type incorporant un oméga sur lequel on fixera directement par vissage les montants verticaux composant la cloison.

En partie supérieure, l'imposte sera traitée avec un rail préalablement grugé et rabattu et fixé sur la traverse de l'huisserie.

Les montants de départ d'imposte seront obligatoirement solidarisés par vissage sur chaque montant d'huisserie.

En fonction de la largeur de la porte, il sera prévu un ou plusieurs montants d'imposte intermédiaire.

Dans le cas d'utilisation des portes à âme pleine, des renforcements des montants au droit de l'huisserie seront prévus.

Afin de maintenir les performances au feu des blocs portes, une mise en œuvre particulière devra faire l'objet de dispositions soignées validées par un procès verbal d'essai.
Ces huisseries seront fournies par le lot Menuiseries Intérieures.

5 – DIVERS

L'entreprise devra :

Le découpage des plaques de faux-plafonds pour les bouches de ventilation.
Le découpage des plaques de faux-plafonds pour les réseaux de plomberie.

6 – RENFORTS

L'entreprise devra tous les renforts par traverses pour les supports de lavabos, barre de relevage, etc ... intégrés dans les cloisons neuves.

7 – TRAVAUX DE FIN DE LOT

Divers

Tous les travaux qui ne sont pas décrits ci-dessus et qui sont nécessaires à la bonne exécution des ouvrages, tant du point de vue technique que du point de vue esthétique, seront à exécuter sans pouvoir prétendre à un quelconque supplément de prix dû à une omission du présent CCTP et du bordereau qui l'accompagne. Toutes sujétions.

Evacuation

Evacuation des gravats à la décharge publique au fur et à mesure des travaux.

Tri sélectif : bennes Déchets non dangereux-inertes / Déchets non dangereux, non inertes / Déchets dangereux / Filière spécifique

Aucun tas de gravats ne sera accepté sur le chantier ou son territoire.

Dans le cas contraire le maître d'œuvre fera procéder à l'évacuation de ceux-ci, à la charge du lot concerné

Documents à fournir

Transmettre au bureau de contrôle pour approbation, les documents techniques d'exécution qui comprendront :

Un plan d'ensemble précisant les doublages, cloisons, faux plafonds, etc

Les détails d'exécution : coupe, détails des points singuliers et raccordement avec les autres ouvrages

Les caractéristiques des produits utilisés (avis technique, cahier des charges approuvé...), le système de pose.

Transmettre au maître d'œuvre et au bureau de contrôle

Les fiches techniques

Les échantillons

Les différentes teintes

Les DOE